



État de la Gouvernance environnementale mondiale 2022

L'Institut international du
développement durable
Earth Negotiations Bulletin

État de la Gouvernance environnementale mondiale 2022

L'Institut international du
développement durable

Earth Negotiations Bulletin

Révision : Jen Allan, PhD

Auteurs contributeurs :

Elena Kosolapova, PhD

Tanya Rosen, JD

Jessica Templeton, Ph.D.

Lynn Wagner, PhD

L'Institut international du développement durable

L'Institut international du développement durable (IISD) est un groupe de réflexion indépendant qui défend des solutions durables aux problèmes du XXI^e siècle. Notre mission est de promouvoir le développement humain et la durabilité environnementale. Nous le faisons par le biais de travaux de recherche, d'analyses et d'acquisition de savoirs qui soutiennent l'élaboration de politiques pertinentes. Notre vision globale nous permet d'aborder les causes profondes de certains des plus grands problèmes auxquels notre planète est confrontée aujourd'hui : la destruction de l'environnement, l'exclusion sociale, les lois et les règles économiques injustes, le changement climatique. Le personnel de l'IISD, qui représente plus de 120 personnes, plus de 50 associés et une centaine de consultants, vient du monde entier et de nombreuses disciplines.

Notre travail a un impact sur la vie des habitants de près de 100 pays. Avec une démarche autant scientifique que stratégique, l'IISD apporte les connaissances qui sont nécessaires à l'action. L'IISD est un organisme de bienfaisance enregistré au Canada, qui possède le statut 501(c)(3) aux États-Unis. L'IISD bénéficie d'un soutien opérationnel important de la province du Manitoba et de financements de projets provenant de nombreux gouvernements canadiens et étrangers, d'organismes des Nations Unies, de fondations, du secteur privé et de particuliers.

Earth Negotiations Bulletin

Le Bulletin des Négociations de la Terre (ENB) est une source fiable d'informations sur les négociations environnementales mondiales. Il fournit aux décideurs du développement durable une variété de ressources d'information multimédia, y compris une couverture quotidienne assortie d'analyses et de photos des négociations internationales. L'ENB est reconnue pour son objectivité et son expertise en matière de politique internationale relative à l'environnement et au développement durable. Les divers produits fournis par l'ENB en font une source d'information essentielle pour les fonctionnaires, les décideurs, le personnel des Nations Unies, les organisations non gouvernementales, les organisations intergouvernementales, les entreprises et les universités.

État de la Gouvernance environnementale mondiale 2022

février 2023

Révision : Jen Allan, PhD

Auteurs contributeurs : Elena Kosolapova, PhD, Tanya Rosen, JD, Jessica Templeton, PhD, et Lynn Wagner, PhD

Photo de couverture : Mike Muzurakis

Crédits photos : Mike Muzurakis, Kiara Worth

Siège

111 Lombard Avenue,
Suite 325
Winnipeg, Manitoba
Canada R3B 0T4

Tel: +1 (204) 958-7700

Website: www.iisd.org

Twitter: [@IISD_news](https://twitter.com/IISD_news)

Siège

111 Lombard Avenue,
Suite 325
Winnipeg, Manitoba
Canada R3B 0T4

Tel: +1 (204) 958-7700

Website: www.iisd.org

Twitter: [@IISD_news](https://twitter.com/IISD_news)

La traduction française du rapport sur l'état de la gouvernance environnementale mondiale est publiée avec le soutien du Ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec.

Québec 

Avant-propos

Jamais dans l'histoire de l'humanité le monde n'a été confronté à autant de menaces environnementales. Le dérèglement climatique est désormais qualifié d'urgence climatique. Nous perdons de la biodiversité à un rythme alarmant. Nos océans sont étouffés par le plastique et nous continuons à produire des produits chimiques toxiques nocifs pour les humains et la faune. Pour des millions de personnes, l'accès à l'eau douce et à l'assainissement est un défi croissant. Les droits humains fondamentaux inscrits dans la Déclaration universelle des droits humains sont menacés. Comme le stipule l'article 3 de la Déclaration : "Toute personne a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne". Malheureusement, trop de vies sont perdues à cause de notre abus démesuré de l'environnement naturel.

Aujourd'hui plus que jamais, la communauté internationale doit intervenir et veiller à ce que l'environnement mondial soit correctement protégé. L'État de la Gouvernance environnementale mondiale produit par l'Institut International du Développement Durable donne un excellent aperçu des avancées accomplies en matière de gouvernance environnementale mondiale au cours des 12 derniers mois. Il y a des récits pleins d'espoir et il y a des tragédies.

En 2022, nous avons assisté au lancement de négociations sur un nouveau traité sur les plastiques. C'est un pas en avant énorme,



Ian Fry, Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits humains dans le cadre du dérèglement climatique

attendu de longue date. Espérons que les négociations ne s'éternisent pas et que le traité puisse être mis en œuvre dans les délais les plus brefs.

Suivant la trace du Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat et de la Plateforme Intergouvernementale Scientifique et Politique sur la Biodiversité et les Services Écosystémiques, la communauté internationale a entamé des négociations sur un organe scientifique et politique pour les produits chimiques, les déchets et la pollution. C'est extrêmement important. Pendant trop longtemps, les préoccupations concernant les

produits chimiques toxiques, les déchets et la pollution étaient reléguées au second plan par les questions plus intéressantes du changement climatique et de la biodiversité. Nous espérons que ce nouvel organe scientifique placera ces problèmes chimiques et de pollution au premier plan des préoccupations. N'oublions pas le livre fondateur de Rachel Carson de 1962, *The Silent Spring*, qui a exposé les effets nocifs du DDT. Ce livre a éveillé le monde au fait que notre foi dans l'industrie chimique devait être sérieusement remise en question. Carson a fait face à une diffamation et un harcèlement considérables de la part de l'industrie agrochimique en tant que scientifique et en tant que femme. Son courage et sa bravoure face à la puissance de l'industrie chimique ne sauraient être assez soulignés. Espérons que le nouvel organe scientifique et politique pour les produits chimiques, les déchets et la pollution deviendra la plate-forme pour de très nombreuses Rachel Carson.

En tant que Rapporteur spécial pour la promotion et la protection des droits humains dans le cadre du changement climatique, la décision de l'Assemblée générale des Nations Unies d'adopter une résolution sur le droit à un environnement propre, sain et durable a été, pour moi, l'une des étapes clés franchies en 2022. Bien que la résolution ne soit pas juridiquement contraignante, elle a fait montre d'un engagement clair de la communauté internationale selon lequel, à la fois, la protection de l'environnement et le développement durable ne peuvent être séparés des droits humains. Elle nous dit que chaque être humain a droit à un environnement propre, sain et durable. Nul doute, nous

verrons de nombreuses affaires judiciaires réclamant l'affirmation de ce droit.

Établir un lien entre les droits humains et le changement climatique a été un autre moment charnière en 2022 lorsque les Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ont convenu de créer un fonds pour les pertes et dommages. Des millions de personnes souffrent déjà des effets du changement climatique. Avec la création du fonds, les grands pollueurs, tant publics que privés, pourraient être contraints de payer des réparations pour les dommages qu'ils causent. Espérons que ce fonds sera vraiment significatif.

Ce ne sont là que quelques-unes des questions qui relèvent de la gouvernance environnementale mondiale. Il y en a beaucoup d'autres à découvrir dans ce rapport. Permettez-moi de conclure en félicitant tous les auteurs qui ont rédigé ce rapport. Permettez-moi également de féliciter tous les rédacteurs, correcteurs et photographes qui travaillent dur pour nous apporter le *Bulletin des Négociations de la Terre*. Leur travail est à la base de ce rapport. Sans les rapports concis et faisant autorité de l'ENB, nous serions beaucoup plus indigents intellectuellement et moins bien éclairés. Pour ma part, je suis un lecteur avide de l'ENB, et je recommande à tous d'en faire de même.

Ian Fry, PhD

Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits humains dans le cadre du dérèglement climatique

Table des matières

Lettre de l'éditeur	1
L'année en bref	6
Apporter le changement au milieu des crises mondiales	6
Quelques surprises	8
Le Travail qui reste à faire	9
Des Vieilles Idées à la Nouvelle Action : les Pertes et dommages et les solutions fondées sur la nature.....	11
Les Pertes et dommages.....	11
Qu'est-ce qui a dénoué la situation ?.....	12
Solutions fondées sur la nature	13
Les Questions des Droits humains et des Conflits dans les négociations environnementales	17
Les Conflits	18
Perspective 2023.....	21
Évaluation de l'effort et de l'impact	21
Négocier quelque chose de nouveau.....	23
2023 : Optimisme ou peur ?.....	24



United
Climate

MRM EL-SHARAH
EGYPT 2022



Lettre de l'éditeur

Si, comme moi, vous êtes un [obsédé de la politique environnementale](#) ou, plus gentiment, si vous êtes passionné par la protection du monde naturel, 2022 a été une fête. La pandémie de coronavirus a relâché son emprise, rendant le multilatéralisme vraiment possible. Les négociations mondiales ont couvert presque toutes les parties de notre environnement, de l'atmosphère aux profondeurs de l'océan.

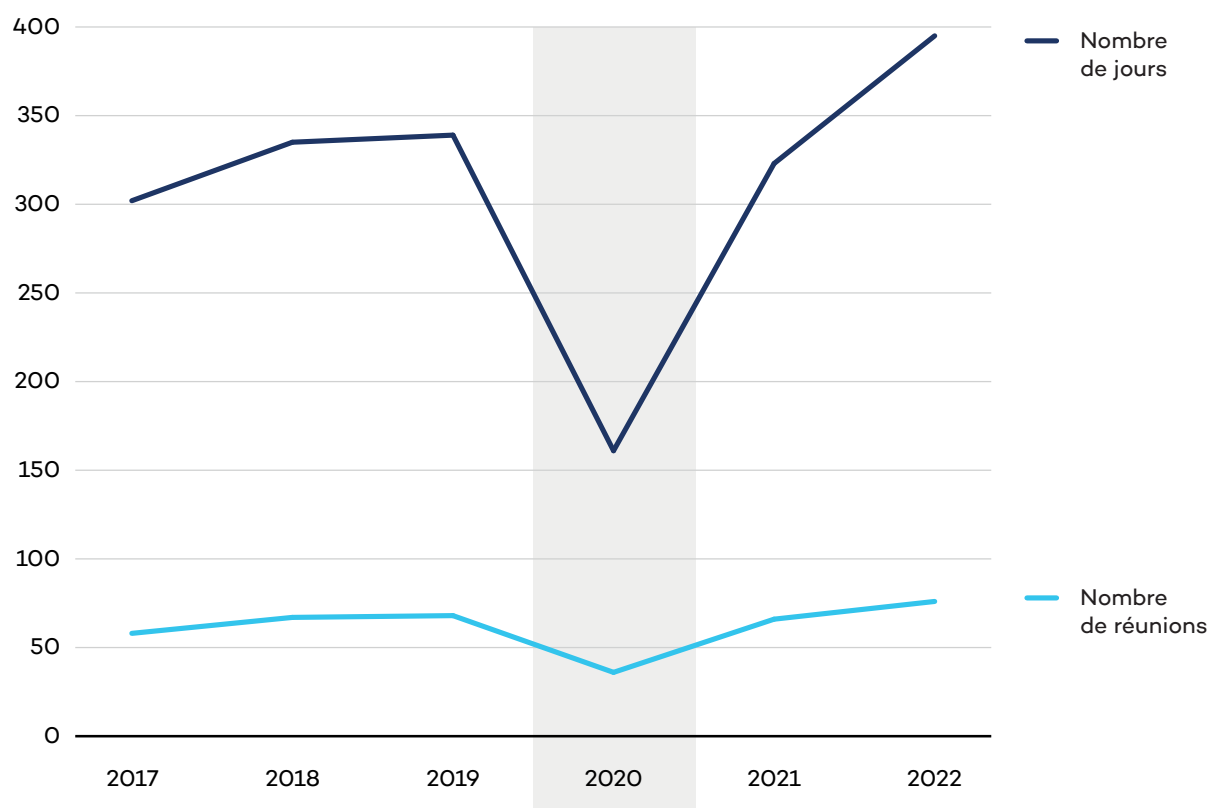
J'ai trouvé surprenante la rapidité avec laquelle tout est revenu (presque) à la normale. Nous avons commencé l'année avec des tests et des masques anti-COVID quotidiens et avons terminé l'année avec un mélange de protocoles stricts ou rien du tout. Pour la plupart, les réunions étaient en mode présentiel, assorties de quelques options en ligne. La Chine a continué de soutenir la participation en ligne tenant compte de sa politique zéro COVID. Cette politique est terminée et les plateformes de participation en ligne demeurent très coûteuses. Pourtant, les options en ligne pourraient être là pour rester, en particulier pour certaines réunions plus restreintes ou plus courtes. Cela pourrait aider à réduire les émissions liées aux voyages des réunions mondiales, et cela permettrait également d'augmenter l'accessibilité de ces négociations pour les personnes qui ne peuvent pas voyager pour des raisons de santé ou autres.

Dans ce sursaut d'activité, il y a eu beaucoup de triomphes. Certains étaient attendus depuis longtemps, du lancement des pourparlers pour un traité sur les plastiques à l'adoption du Cadre mondial de la biodiversité. La section 2 du présent document décrit quelques victoires et échecs de cette année remarquablement mouvementée. Le Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal a couronné des années de négociations. Il définit une série d'objectifs et de cibles visant la protection de la nature. Cette approche signifie également qu'il existe des repères clairs pour mesurer les progrès réalisés.

Il y a également eu des commémorations au milieu de ce rattrapage du travail retardé par la pandémie. La conférence Stockholm+50 a marqué les 50 ans écoulés depuis que la Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain a mis l'environnement à l'ordre du jour mondial. Beaucoup de choses se sont passées depuis, mais l'idée centrale - que la résolution des problèmes mondiaux nécessite une coopération mondiale - demeure.

Ayez une pensée pour les négociateurs, le personnel du Secrétariat et les membres de la société civile qui ont travaillé dans ces espaces en modes présentiel et virtuel au cours d'une année aussi chargée. Les secrétariats devaient organiser toutes les

Figure 1. Le rebond post-COVID en 2022



Source : Calculs de l'auteur.

réunions tout en rattrapant les activités d'assistance technique et de renforcement des capacités. La société civile a dû s'adapter à nouveau, passant de l'activisme basé sur les médias sociaux à l'activisme dans les couloirs des lieux de réunion du monde entier.

Cette année, il ne s'agissait pas seulement d'accomplir davantage. Des idées, considérées auparavant comme marginales, sont passées au premier plan. Les Ministres de l'Environnement ont invoqué

le « colonialisme du carbone » lors de la Conférence sur le climat de Charm-el-Cheikh. L'idée est même brièvement apparue dans une première ébauche de la décision relative à l'Atténuation. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement a popularisé le terme « triple crise planétaire » pour désigner les urgences liées au climat, à la biodiversité et à la pollution auxquelles nous sommes collectivement confrontés. Certaines idées plus anciennes ont finalement obtenu leur dû. Le concept de

solutions fondées sur la nature a fécondé les décisions environnementales dans diverses négociations. Les pertes et dommages, en tant qu'idée, ont mis du temps à être reconnus, institutionnalisés et finalement, en 2023, financés (voir section 3).

Des turbulences géopolitiques ont grondé sous toute cette activité multilatérale. L'instabilité financière mondiale a atteint de nouveaux niveaux. La relance après la pandémie a été inégale ; les prix des matières premières étaient volatils. Ensemble, les périls environnementaux et économiques ont poussé les Objectifs de développement durable (ODD) - le plan mondial pour assurer un avenir meilleur pour tous - encore davantage hors de portée.

En 2022, l'Europe se retrouve à nouveau en guerre. Le conflit en Ukraine a peut-être fait plus pour les énergies renouvelables que des années de négociations sur le climat. L'énergie est désormais une question de sécurité nationale. Les gouvernements font des investissements records dans les énergies renouvelables. Les prévisions de capacité des énergies renouvelables ont rapidement bondi, de près de 30 %. Le monde est sur la bonne voie pour ajouter autant d'énergie renouvelable au cours des 5 prochaines années qu'il l'a fait au cours des 20 dernières années.

Le déploiement des énergies renouvelables ne peut pas venir suffisamment vite. 2022 a été la cinquième année la plus chaude de l'histoire enregistrée. Alors que le Danube,

le Rhin et la Loire se sont presque asséchés, plus de 1 700 personnes sont mortes dans des inondations sans précédent au Pakistan. Les dégâts au Pakistan révèlent la dévastation de notre nouvelle réalité climatique. Après le retrait des eaux, près de 10 millions d'enfants sont restés menacés par l'eau contaminée et par la faim. Toute cette tragédie et nous n'en sommes qu'à 1,2°C de réchauffement climatique, toujours en deçà des objectifs de l'Accord de Paris.

L'utilisation du terme « crise » par le PNUE est appropriée. Nos droits humains mêmes sont en jeu. Par exemple, les produits chimiques dans notre corps menacent les droits des enfants et la perte de la nature porte atteinte aux droits des peuples autochtones. La section 3 du présent document expose les défis liés à la concrétisation des droits humains dans les décisions environnementales. Du côté optimiste, en 2022, l'Assemblée générale des Nations Unies a reconnu le droit de l'homme à un environnement propre, sain et durable.

Il y a eu d'autres points lumineux. Une «élection climatique» a amené un nouveau gouvernement plus vert au pouvoir en Australie. Le Brésil a élu Luiz Inácio Lula da Silva à la présidence, faisant naître un nouvel espoir pour l'Amazonie. Les États-Unis ont adopté la loi sur la Réduction de l'Inflation, une appellation étrange pour une législation climatique potentiellement puissante. L'Europe expérimente sa politique climatique. L'Union européenne expérimente la politique climatique avec

son [mécanisme d'ajustement carbone aux frontières](#). Il ajustera les prix d'une gamme de biens importés de pays ayant une ambition climatique plus faible.

La Californie a interdit les « produits chimiques perpétuels » (ou les substances per- et poly-fluoroalkyles [PFAS]) dans les produits. Et il existe de nombreux produits concernés (sérieusement : tout, des ustensiles de cuisine antiadhésifs aux mousses anti-incendie). De plus, dans les bonnes nouvelles chimiques, [le trou dans la couche d'ozone continue de se rétrécir](#).

Dans la perspective de 2023, comme nous le verrons dans la section 4, il y aura de nombreuses « évaluations des performances ». Divers organismes pour le climat, les espèces menacées et les produits chimiques, entre autres, examineront les efforts collectifs des pays. Nous pouvons être amenés à vouloir que les pays fassent davantage et plus rapidement.

Mais ces évaluations des performances soulignent une fonction vitale de la gouvernance environnementale mondiale, une fonction susceptible de devenir plus critique avec le temps. Presque tous les traités environnementaux sont en cours de mise en œuvre, ce qui signifie que les pays ont des obligations fermes à respecter. La transparence pourrait devenir la fonction principale de la gouvernance environnementale mondiale : informer le monde de l'état de l'environnement et des efforts fournis par les pays pour résoudre les problèmes. Pour les nombreuses crises environnementales auxquelles nous sommes confrontés, il n'est vraiment pas trop tôt. Il est grand temps d'agir et de tenir les États redevables.



L'année en bref

De grandes attentes étaient placées sur 2022. Après 2 ans de réunions en ligne qui se sont avérées loin d'être efficaces pour prendre des décisions, beaucoup espéraient voir 2022 être une année de résultats marquants. L'année a presque été à la hauteur de ces attentes élevées. Malgré les «perma-crisis» de 2022 - guerres, insécurité énergétique, famine, inflation, changement climatique, perte de patrimoine naturel, etc. - il y a eu des acquis majeurs pour la gouvernance environnementale mondiale. De nouvelles décisions et de nouvelles règles sont apparues qui devraient contribuer à améliorer l'environnement mondial. Pourtant, quelques étapes restent encore à franchir.

Apporter le changement au milieu des crises mondiales

Au cours d'une année normale, nous ferions l'éloge des nombreuses décisions qui auraient fait avancer les travaux de mise en œuvre de diverses conventions environnementales. Il y a eu plus de 634 décisions, uniquement dans les 10 CdP et RdP (les plus hautes instances décisionnelles pour les traités). Beaucoup d'entre elles sont liées à la biodiversité. La Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) a représenté

plus de la moitié du total annuel, avec un record de 365 décisions. Des jalons majeurs ont ponctué ces décisions parfois routinières, mais vitales, malgré de mauvais vents géopolitiques et économiques soufflant contre la coopération mondiale (voir Tableau 1). Plus de zones humides protégées. Nouveaux produits chimiques ajoutés aux Conventions de Stockholm et de Rotterdam. Davantage d'espèces bénéficiant des protections qui sont offertes par la CITES.

Ensuite, de nombreuses décisions ont été prises par les organes subsidiaires. Ajoutez-y les résolutions de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement et le suivi des progrès lors du [Forum politique de haut niveau](#). Les réaffirmations ont abondé, y compris l'[Appel d'Abidjan](#) de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, confirmant l'engagement des gouvernements envers le Programme de développement durable pour l'horizon 2030, en particulier l'ODD 15.3 sur la neutralité en matière de dégradation des terres d'ici 2030. L'année fut donc en effet très chargée.

Les négociations sur la biodiversité incarnent la résilience face aux défis de ces 2 dernières années. Après des reports, des réunions en ligne et le déplacement des lieux de réunions de la Chine vers le Canada, la [Conférence des Nations Unies sur la biodiversité](#) a adopté le [Cadre mondial pour la biodiversité](#)

Tableau 1. Jalons atteints (et non atteints) en 2022

Réunion	Résultats possibles	Livré ?
L'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement	Lancement des négociations pour un traité sur les plastiques	✓
	Lancement des négociations pour un organisme scientifique et politique pour les produits chimiques, les déchets et la pollution	✓
CdP 15 de la Convention sur la diversité biologique	Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020	✓
Convention des Nations Unies sur le droit de la mer pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones situées au-delà de la juridiction nationale (BBNJ)	Nouvel instrument juridiquement contraignant	✗
IPBES	Assessment reports on values and on sustainable use	✓
GIEC	Rapports des Groupes de travail II (impacts, adaptation et vulnérabilité) et III (atténuation) du GIEC	✓
	Sixième rapport de synthèse d'évaluation	✗
Organisation mondiale du commerce	Accord sur les subventions à la pêche	✓

Source : Calculs de l'auteur.

[de Kunming-Montréal \(CMB\)](#). Ce cadre guidera la future politique en matière de biodiversité. Il remplace les objectifs d'Aichi pour la biodiversité, dont la plupart n'ont pas été atteints. Cette fois-ci, les objectifs sont plus complets, plus spécifiques et plus limités dans le temps. Guidé par une vision de Vivre en Harmonie avec la Nature d'ici 2050, le CMB comprend quatre objectifs primordiaux et un ensemble de 23 cibles à atteindre d'ici 2030.

Même l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a fait sa part pour la biodiversité. Après plus de deux décennies de pourparlers, les membres de l'OMC ont conclu [un accord sur les subventions à la pêche](#). Le traité restreint les subventions à :

- La pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN)
- La pêche des stocks surexploités
- La pêche en haute mer en dehors du contrôle des organisations régionales de gestion des pêches.

Avec l'accord susmentionné, les gouvernements ont parcouru un long chemin vers la réalisation du mandat de l'ODD 14.6 (mettre fin aux subventions contribuant à la surpêche). Il y a [encore du travail à faire](#), mais c'est un début.

Des pourparlers importants ont commencé en 2022. Il y a de l'espoir pour une coopération mondiale pour lutter contre le flot de plastiques polluant les terres et les eaux. Le processus, dont l'ambition est

de s'achever en 2024, a tenu sa [première réunion](#) en novembre 2022, avec un échange de vues sur la portée du traité. De premiers pourparlers ont également commencé sur la création d'un groupe scientifique et politique sur les produits chimiques et les déchets pour prévenir la pollution. Beaucoup espèrent voir cet organe contribuer à rehausser le profil des problèmes liés aux produits chimiques et aux déchets, comme l'ont fait le GIEC et l'IPBES pour le changement climatique et la biodiversité.

Quelques surprises

La gouvernance environnementale mondiale peut être imprévisible. Lorsque des milliers de négociateurs représentant près de 200 pays se réunissent, presque tout peut arriver. Néanmoins, en 2022, il y a eu des percées sur des sujets controversés de longue date qui ont tourmenté la biodiversité et la gouvernance climatique.

La [Conférence des Nations Unies sur la biodiversité](#) a étonnamment convenu d'établir un mécanisme multilatéral pour le partage des avantages des données dérivées des ressources génétiques ou des informations sur les séquences numériques. Ces informations numériques peuvent conduire à des percées médicales et à la sécurité alimentaire, mais les avantages sont souvent inégalement partagés. La décision vise à garantir que la Convention sur la diversité biologique (CDB) s'adapte aux évolutions technologiques et garantit le

respect de son troisième objectif : le partage juste et équitable des avantages.

La [Conférence de Charm el-Cheikh sur le changement climatique](#) a convenu de nouveaux accords de financement pour aider les pays vulnérables à faire face aux pertes et aux dommages - les effets permanents lorsque le changement climatique pousse les systèmes naturels et humains au-delà de leur capacité d'adaptation. Un comité s'occupera des détails. La simple reconnaissance du besoin de financement pour aider les pays vulnérables à faire face aux pertes et aux dommages est une étape importante.

Le Travail qui reste à faire

Ce n'était pas là un balayage propre des décisions importantes prises en 2022. Du travail reste encore à faire pour finaliser les principaux rapports sur le climat et aborder l'avenir de la gestion des produits chimiques et de la biodiversité en haute mer.

Dans certains cas, les retards peuvent être en partie attribués aux effets durables des perturbations liées au COVID. Le GIEC a approuvé les rapports en retard des Groupes de travail II ([impacts, adaptation et vulnérabilité](#)) et III ([atténuation](#)) en 2022. Le Rapport de synthèse a encore été reporté à 2023. En conséquence de quoi, il ne contribue pas encore à éclairer le Bilan mondial dans le cadre de la CCNUCC. Le GIEC s'appuie sur les efforts bénévoles de centaines de climatologues et a ressenti de manière aiguë les effets de la pression de la

pandémie sur le temps des individus. Des voix se sont élevées en faveur de réformes audacieuses de la structure organisationnelle et du programme de travail du GIEC. De nouveaux produits et activités ont également été demandés pour permettre au Groupe de rester pertinent.

Pour la biodiversité marine, les retards accusés liés au COVID ont compliqué des négociations déjà complexes. Les pourparlers en vue d'un traité sur la haute mer devaient se conclure en août 2022 (fixé comme date limite révisée) mais restent encore à [terminer](#). Cependant, les espoirs sont grands pour une conclusion en 2023, plusieurs louant 2022 comme l'année où les Parties ont fait "plus de progrès qu'au cours de la dernière décennie entière".

La majeure partie du rattrapage étant terminée, le rythme ralentit inévitablement en 2023. Il peut y avoir de la place pour résoudre ces derniers problèmes. Les discussions non officielles, qui ont souvent lieu au cours des périodes entre les réunions, peuvent être des moyens puissants pour éliminer les obstacles. Il y a finalement peut-être du temps.



#LossAnd
Damage

PayUp4Loss
andDamage

PayUp4Loss
andDamage

PayUp4Loss
andDamage



Des Vieilles Idées à la Nouvelle Action : les Pertes et dommages et les solutions fondées sur la nature

Parfois, les idées ont besoin de temps pour s'infiltrer dans les conversations courantes. En 2022, les Pertes et dommages ont enfin atteint une profondeur institutionnelle : par delà la reconnaissance et le soutien technique, il y aura désormais des modalités de financement. Les solutions fondées sur la nature ont pris de l'ampleur. L'idée s'est répandue dans les décisions de divers traités, pas toujours sans heurts, mais avec succès.

Les Pertes et dommages

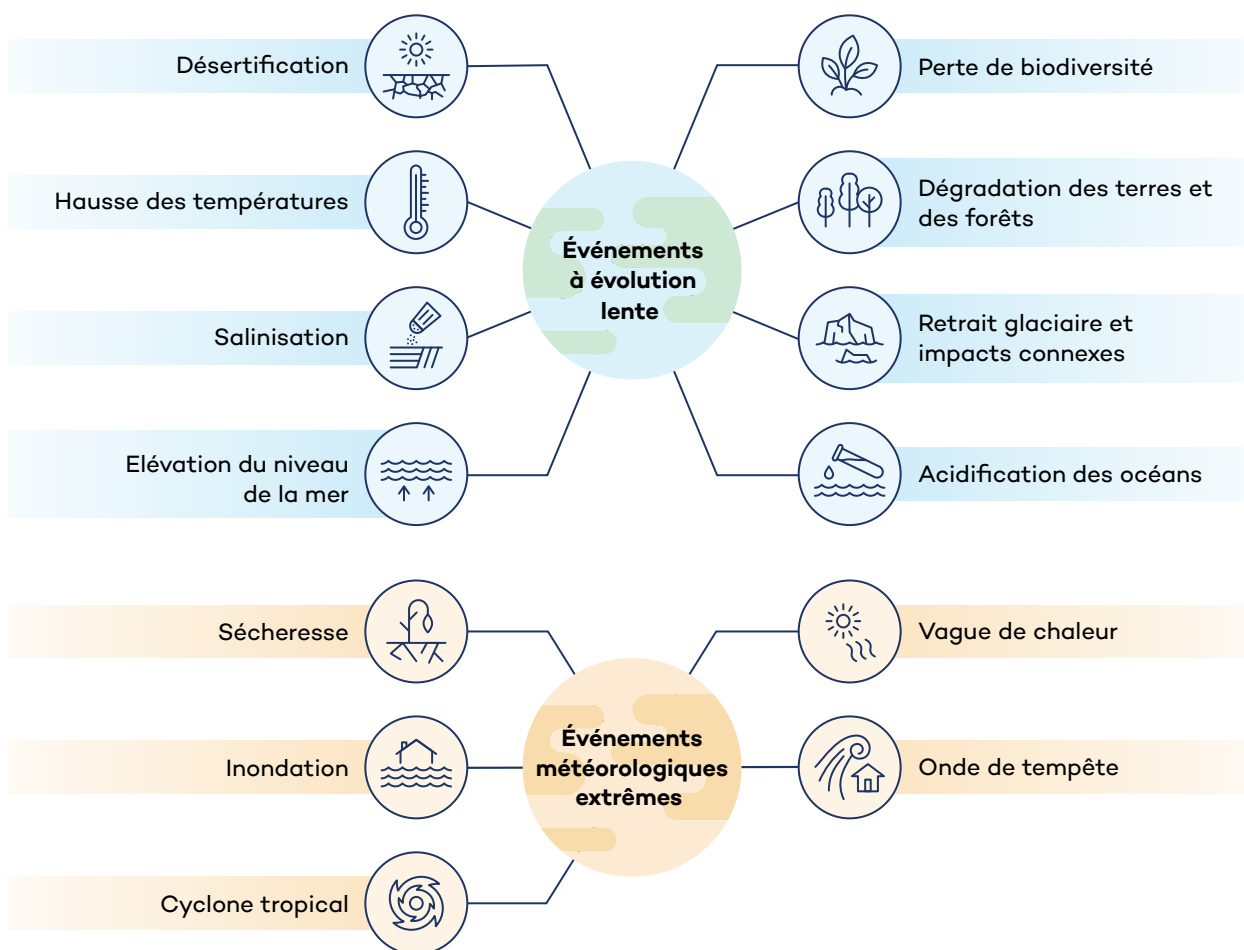
L'intitulé dit presque tout. Les pertes et dommages font référence aux effets permanents du changement climatique au-delà de ce à quoi on peut s'adapter. Les effets peuvent être lents ou rapides, économiques ou non économiques (voir Figure 2). Les effets sont ici et maintenant et inégalement répartis géographiquement et socialement. Les pertes et dommages ont un impact disproportionné sur les pays et les franges sociales vulnérables, notamment les enfants, les personnes âgées, les migrants, les femmes et les personnes de faible statut socio-économique.

L'Alliance des petits États insulaires (AOSIS) a introduit la notion de Perte et de dommage dans les années 1990. À l'époque, l'Alliance appelait à une indemnisation pour les pays vulnérables à l'élévation du niveau de la mer, comme elle le fait aujourd'hui. La reconnaissance est venue lentement. Cela a été inclus pour la première fois dans un programme de négociation officiel en 2011 et institutionnalisé dans le Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et dommages associés aux impacts du changement climatique en 2013.

Le concept a changé en cours de route. Des pourparlers litigieux ont conduit à un article autonome sur les Pertes et dommages dans l'Accord de Paris. Cet accord excluait l'indemnisation et la responsabilité. Au fil du temps, des groupes d'experts et des groupes techniques ont travaillé dans le cadre du Mécanisme international de Varsovie (MIV) sur les types de pertes, les déplacements de populations et la gestion globale des risques.

La question de la finance a tourné en rond pendant des années. Même lors de la [réunion des organes subsidiaires de 2022](#), un article de l'ordre du jour proposé sur le

Figure 2. Exemples de pertes et dommages.



Source : [Guide en ligne de la CCNUCC sur les pertes et dommages](#). Reproduit avec permission.

financement des pertes et dommages a été bloqué par les pays développés. Cependant, quelques mois plus tard, il y a eu une percée. Non seulement le financement des pertes et dommages figurait pour la première fois à l'ordre du jour, mais les Parties ont établi un fonds et un processus pour le rendre opérationnel.

Qu'est-ce qui a dénoué la situation ?

Cela semble avoir été un mélange de solidarité mondiale et de diplomatie intelligente. Les pertes et les dommages ont fini par toucher le Nord de la planète.

[L'ouragan Fiona](#) a été l'une des catastrophes climatiques les plus coûteuses à ce jour et la plus onéreuse à avoir frappé le Canada. Les estimations publiées en 2022 évaluent le coût économique des catastrophes climatiques en Europe à [145 milliards d'euros au cours des 10 dernières années](#).

[Des promesses de financement](#) ont émergé tout au long de 2022. L'Écosse a ajouté 5 millions de livres sterling à son engagement précédent de 2 millions de livres sterling. Le Danemark a avancé 13,7 millions de dollars. Certains des pays les plus riches du monde (membres du G7) se sont associés aux plus vulnérables (V20) pour créer le [Bouclier mondial contre les risques climatiques](#).

En Égypte, à la COP 27 même, la dynamique de négociation était, eh bien, dynamique. Le G-77 et la Chine y ont maintenu un front uni pour mettre les Pertes et dommages à l'ordre du jour. Étant donné que le Groupe comprend de petits États insulaires et des pays producteurs de pétrole aux intérêts extrêmement variés, leur unité était un exploit remarquable. Les petits États insulaires ont profité de leur adhésion à la High-Ambition Coalition (HAC) pour rallier des pays développés essentiels. Le compromis pour pouvoir inscrire la question à l'ordre du jour était une réaffirmation explicite que cette discussion ne porterait pas sur la responsabilité ou l'indemnisation.

L'UE, dans un discours vibrant, a accepté quelques jours avant la fin prévue de la réunion, de créer un fonds lors de cette COP... s'il y avait des progrès tout aussi significatifs sur l'Atténuation. Cette demande n'a pas été satisfaite. Le résultat de l'Atténuation a été considéré par beaucoup comme mettant "1,5 ° C sous assistance respiratoire". Mais la promesse était là – qu'un fonds pourrait être créé en 2022, avec des détails à régler. Lors de la séance plénière de clôture, la décision sur les pertes et dommages a été acceptée avant même que beaucoup n'aient lu les décisions sur l'atténuation ou la couverture. Les pays développés ont perdu leur monnaie d'échange et n'ont plus le temps de faire pression pour obtenir davantage d'atténuation.

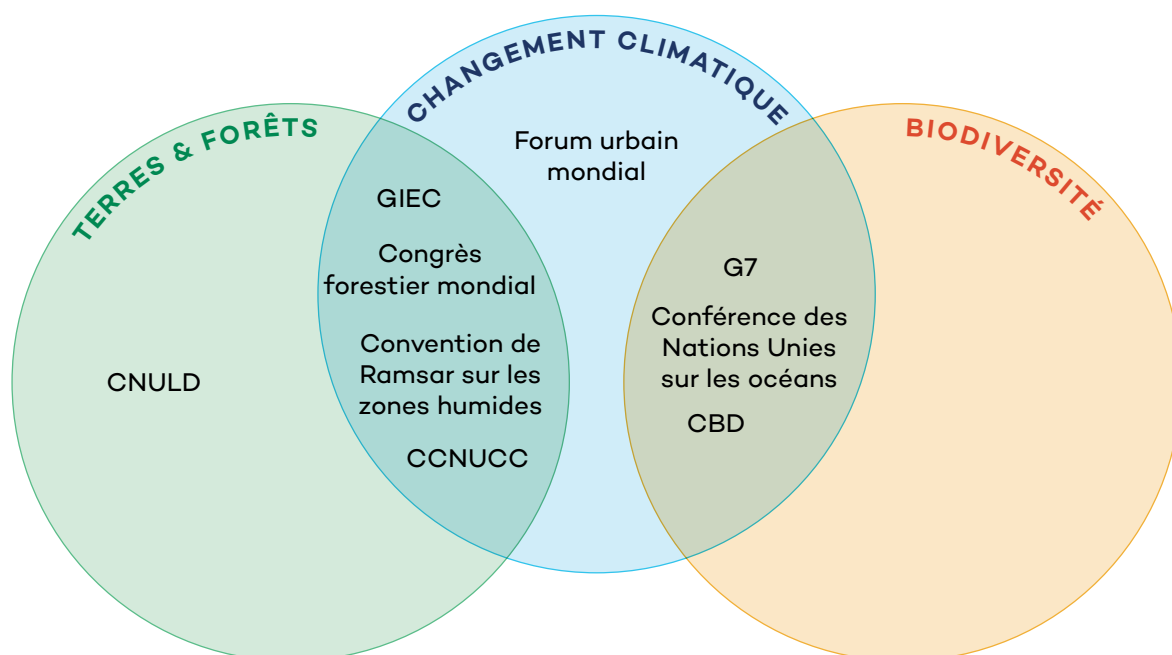
La date limite pour les détails est 2023 lors de la CdP28. Dans un premier temps, le comité restreint devra identifier les sources de financement disponibles. Ensuite, il y aura l'épineuse question de savoir qui doit faire un don au fonds. La progression devra aussi faire face à des incertitudes. Comme le note le rapport du Groupe de travail II du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat sur les impacts, l'adaptation et la vulnérabilité, les méthodes d'évaluation des pertes et des dommages sont actuellement sous-développées. Certaines pertes, comme celles de terres et d'habitations culturelles, peuvent être incommensurables et impossibles à quantifier.

Solutions fondées sur la nature

Le concept de « solutions fondées sur la nature » (SfN) lancé par l'IUCN a 20 ans. Le cœur de l'idée est que des écosystèmes sains peuvent atteindre divers objectifs environnementaux et sociaux. Plutôt que des technologies ou des infrastructures construites, la nature peut nous aider à réduire les émissions de carbone, à nous adapter à un monde plus chaud, à nous protéger des eaux pluviales, à améliorer la productivité agricole, etc.

Les SfN sont une idée puissante qui pourrait réorienter nos approches de la politique environnementale, mais elle n'est apparue dans les décisions mondiales qu'en 2022. Le terme est apparu dans plusieurs

Figure 3. Différentes visions des solutions fondées sur la nature



Source : Calculs de l'auteur.

organes de traités et même plus loin, dans ceux du [G7](#) au [Forum urbain mondial](#). Même l'Organisation internationale du travail (OIT) s'est penchée sur la manière dont [les SfN pourraient créer des emplois verts](#), en particulier dans les zones rurales où la foresterie et l'agriculture sont des secteurs clés.

Le premier organisme environnemental à reconnaître officiellement les SfN en 2022 a été l'[Assemblée des Nations Unies pour l'environnement](#). La résolution 1/5 donne une définition exhaustive des SfN comme

les actions visant à protéger, conserver, restaurer, utiliser et gérer de manière durable les écosystèmes terrestres, d'eau douce, côtiers et marins, naturels ou modifiés, qui répondent aux défis sociaux, économiques et environnementaux de manière efficace et adaptative, tout en assurant simultanément le bien-être humain, les services

écosystémiques, la résilience et les avantages de la biodiversité.

C'est le type de définition qui peut apparaître lorsque 193 États membres sont concernés. Cependant, il préserve le cœur de l'idée : améliorer la nature pour elle-même et améliorer la vie des gens.

L'idée n'est pas sans controverse. À travers les Conventions de Rio (CNULD, CDB et CCNUCC), le [GIEC](#) et la [Convention de Ramsar](#) sur les zones humides, certains pays en développement, souvent dirigés par le Brésil, ont repoussé les SfN. Des débats prolongés comparant les SfN aux approches écosystémiques ont suivi dans chaque forum. En partie, la préoccupation est fondée sur des principes. Pourquoi les pays en développement devraient-ils être responsables des « solutions » aux problèmes causés par le Nord ? L'ajout du qualificatif « et/ou approches écosystémiques » après les SfN a apaisé les personnes concernées.

Différentes visions ont émergé au fur et à mesure que le concept s'est diffusé dans les forums (voir la Figure 3). Seule la résolution de l'ANUE est large. Les autres forums avaient tendance à invoquer les SfN dans des cadres spécifiques. La plupart ont utilisé les SfN pour relier au moins deux défis environnementaux. C'était l'espoir de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification. Elle a été la première Convention de Rio à reconnaître les SfN dans une décision en 2002. La Déclaration d'Abidjan adoptée en mai considère les SfN comme rentables et efficaces.

En matière de gouvernance climatique, [le Plan de mise en œuvre de Charm el-Cheikh](#) intègre les SfN dans une section sur les forêts. La décision fait référence à la résolution de l'UNEA sur les SfN et encourage les pays à envisager des SfN ou des approches écosystémiques pour leurs actions d'atténuation et d'adaptation. Les projets climatiques ont été liés à [l'accapement des terres et aux violations des droits humains](#). La décision appelle à garantir des sauvegardes sociales et environnementales pertinentes.

Les discussions controversées sur les SfN ont eu lieu dans la politique de la biodiversité. Tout au long de 2022, les négociations sur le Cadre mondial de la biodiversité pour l'après 2020 sont revenues sur la question de savoir s'il fallait y inclure les SfN. Des références ont été proposées dans [plusieurs cibles et sections](#) :

- la Cible 8, sur la minimisation des impacts du changement climatique sur la biodiversité
- la Cible 11, relative aux services de régulation fournis par les services écosystémiques et la nature
- la Section B(bis), sur les principes et approches

Lorsque les décisions devaient être prises lors de la réunion de décembre, les SfN figuraient dans les textes finaux. Les cibles 8 et 11 font référence à des « solutions fondées sur la nature et/ou des approches fondées sur les écosystèmes ». Les directives à l'adresse du Fonds pour l'environnement mondial, le mécanisme financier de la CDB, incluaient également les SfN.

L'espoir de la CNUCLD que les SfN pourraient promouvoir des solutions semble partiellement confirmé, mais les connexions sont inégales. Le climat pense au SfN au regard des forêts ; la biodiversité au regard du climat. Et, jusqu'à présent, la CCNUCC parle de SfN au regard de la dégradation des terres. La diffusion a peut-être été fluide en 2022, mais ce n'est sans doute qu'une première étape.

Les percées accomplies en 2022 devraient conduire à une plus grande traction pour ce mandat, nonobstant l'opposition de certains pays. Déjà, plusieurs initiatives se profilent à l'horizon, certaines dirigées par la Banque mondiale et l'UICN, prévues pour 2023, qui encouragent davantage le recours à des SfN.



Russian Federation



Alexander
MISTAYOV
Russian Federation
PARTY

Les Questions des Droits humains et des Conflits dans les négociations environnementales

En juillet 2022, l'[Assemblée générale des Nations Unies](#) a reconnu que l'accès à un environnement propre, sain et durable est un droit humain. Pour réaliser ce droit, les pays devront pleinement mettre en œuvre les accords multilatéraux sur l'environnement. La manière dont les discussions sur les droits humains se sont déroulées dans ces traités est toutefois restée provisoire et controversée en 2022.

La résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies s'appuie sur plus d'une décennie d'efforts des militants de l'environnement et des droits humains pour établir un lien entre les droits humains et le changement climatique. En 2008, le Conseil des droits humains a adopté [une résolution](#) soulignant comment le changement climatique pourrait saper divers droits humains. En 2021, le Conseil a reconnu [le droit humain à un environnement propre, sain et durable](#). Il a nommé un [Rapporteur spécial](#) « pour contribuer aux efforts en cours à tous les niveaux pour faire face aux effets néfastes du changement climatique sur la jouissance des droits humains ».

En 2022, une grande partie de l'attention bénéficiant aux droits humains portait sur

la biodiversité. À la veille de la CdP 15 de la Convention sur la diversité biologique, les experts des droits humains des Nations Unies ont [souligné](#) la nécessité d'une approche fondée sur les droits humains. Les mesures destinées à protéger la biodiversité, telles que les pratiques [de « conservation-forteresse »](#), [peuvent violer les droits humains](#).

Le Cadre mondial pour la biodiversité (CMB) adopté lors de la CdP 15 décrit explicitement une approche de mise en œuvre fondée sur les droits humains. Il réaffirme les droits, les contributions et les systèmes de valeurs uniques des peuples autochtones et des communautés locales (PACL) en tant que gardiens de la biodiversité et partenaires de la conservation. La cible 22 du CMB vise à protéger les défenseurs des droits humains.

En dépit de ces victoires, plusieurs organismes ont eu du mal à intégrer le lexique des droits humains au cours de l'année écoulée. Par exemple, [la Convention de Ramsar sur les zones humides](#) s'est efforcée d'intégrer le langage des droits humains. Cependant, les négociateurs ont travaillé et retravaillé une référence

réaffirmant l'eau comme un droit humain jusqu'à ce qu'elle devienne encore plus floue.

Lors de la conférence sur le climat de cette année, les négociateurs ont inclus le langage des droits humains dans le [Plan de mise en œuvre de Charm el-Cheikh](#). Il y est reconnu le droit à un environnement propre, sain et durable, le droit à la santé et les droits des peuples autochtones. Cependant, cette référence y est formulée avec soin, affirmant que les pays devraient "envisager" ces droits lorsqu'ils entreprennent une action climatique.

Les discussions sur les mécanismes de marché ont eu du mal à s'attaquer à la question de la protection des droits humains, en particulier pour ce qui concerne les forêts et d'autres projets d'« élimination du CO₂ ». De tels projets visent à éliminer le dioxyde de carbone de l'atmosphère en utilisant des environnements naturels ou des technologies. Souvent utilisés comme compensations, ces projets ont [un bilan inégal en matière de droits humains](#). Les négociateurs n'ont pas pu s'entendre sur les règles relatives à l'intégrité environnementale, aux sauvegardes environnementales et sociales, aux droits humains et aux droits des peuples autochtones. [La question a été renvoyée à l'Organe de suivi de l'article 6.4](#), pour qu'il y travaille et présente un rapport en 2023.

La Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) a poursuivi le débat sur l'opportunité

d'examiner [les impacts de ses décisions d'inscription](#) sur les moyens de subsistance et sur les résultats de la conservation. Lors de la [CdP19](#), les pays ont débattu de la question de savoir si les effets sur les moyens de subsistance devaient être un nouveau critère de protection des espèces. La proposition de rouvrir le débat sur les critères d'inscription pour y inclure les moyens de subsistance a échoué. De nombreuses Parties soutiennent que les critères d'inscription ne sont pas l'endroit pour prendre en considération de façon aussi directe les moyens de subsistance.

Les Conflits

La guerre est une triste réalité chaque année. En 2022, les questions liées aux conflits ont fait leur entrée dans les discussions environnementales. Habituellement, les délégués isolent les discussions environnementales des questions de sécurité. Cependant, l'année a vu une reconnaissance croissante des liens entre les conflits et la dégradation de l'environnement.

Tout au long de 2022, dans presque toutes les réunions environnementales, il y a eu des déclarations condamnant l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Dans certains cas, des délégués d'Europe ou d'Amérique du Nord se sont retirés pendant que la Russie présentait une déclaration liminaire. Les désaccords sur les nominations des membres du bureau de la région d'Europe centrale et orientale ont entraîné le report des élections

au CIN sur les plastiques et à la Conférence des Nations Unies sur la biodiversité.

De manière significative, la Convention de Ramsar sur les zones humides a discuté de l'urgence environnementale et des dommages causés aux zones humides en Ukraine en résultat de l'agression russe, ce qui a abouti à [une résolution historique](#) reconnaissant les impacts de la guerre en Ukraine sur son environnement, y compris la perturbation de l'état écologique de 16 sites Ramsar et des dommages potentiels à 15 autres sites.

Pour terminer l'année, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la [Protection de l'environnement en rapport avec les conflits armés](#). Ses 27 principes juridiques ont été élaborés il y a dix ans et représentent une approche globale du problème. Les principes touchent à l'extraction des ressources naturelles, étant donné que « conflit » est devenu un adjectif pour décrire les ressources allant des diamants aux bois. La conduite des entreprises, les droits des peuples autochtones et les effets de l'occupation sont tous inclus dans ce que certains ont qualifié d'approche « [radicale](#) ».

Certains se demandent si les conflits armés devraient être abordés dans les forums de gouvernance environnementale. Les dommages et la destruction causés par la guerre affectent directement la durabilité et le bien-être des êtres humains et des écosystèmes. Cependant, les décideurs politiques ont considéré les tensions géopolitiques comme dépassant les limites

de la gouvernance environnementale.

La Convention de Ramsar sur les zones humides, la CITES, la CDB et la Convention du patrimoine mondial ont déjà adopté des résolutions et d'autres mesures reconnaissant les risques que les conflits armés font peser sur la biodiversité, mais ces résolutions historiques n'ont jamais condamné l'agression.

La guerre en Ukraine a affecté l'environnement du pays ainsi que les approvisionnements alimentaires et énergétiques mondiaux. La décision adoptée par les pays lors de la réunion de la Convention sur les zones humides pourrait marquer une nouvelle reconnaissance du fait que la gouvernance environnementale n'existe pas dans le vide et que, que cela plaise ou non, le développement durable et la géopolitique sont interconnectés.



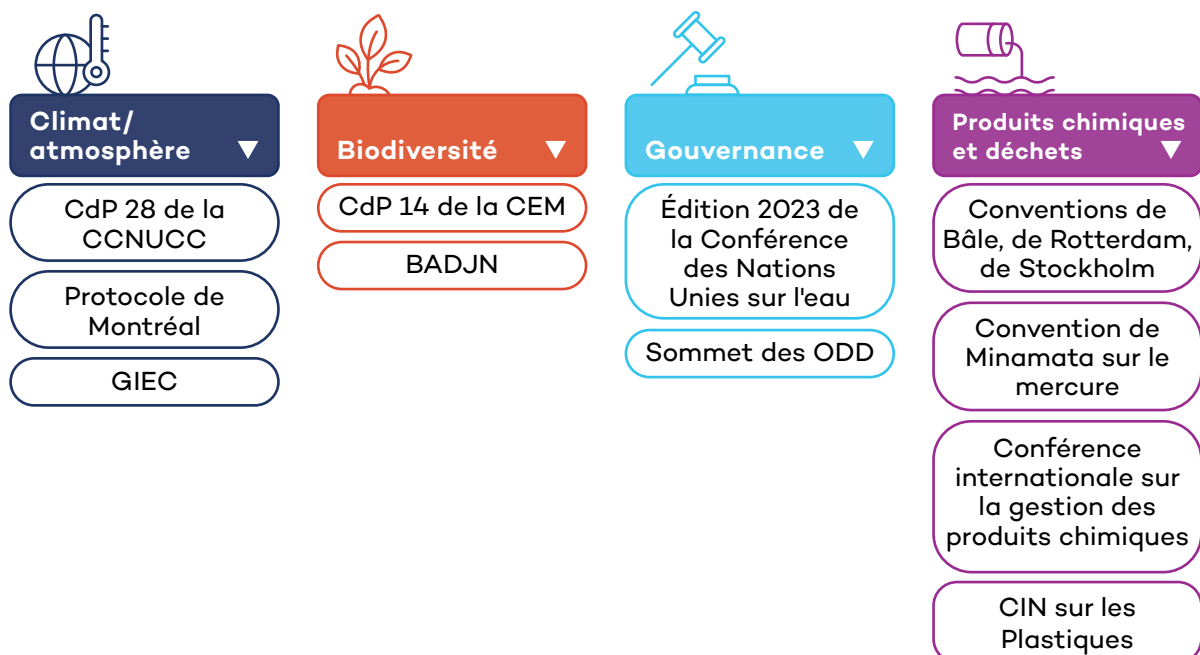
Perspective 2023

2023 pourrait, croisons les doigts, achever le retour à un calendrier plus normal pour la gouvernance environnementale mondiale. Nous nous préparons à couvrir plutôt sept CdP/RdP, que les 10 CdP extraordinaires qui ont eu lieu en 2022. Moins de réunions, mais elles promettent d'offrir un regard sans précédent sur l'efficacité de plusieurs traités mondiaux. Dans le même temps, de nouveaux accords seront négociés et certains, espérons-le, seront conclus.

Évaluation de l'effort et de l'impact

Les évaluations des accomplissements seront un thème de 2023. Sous diverses formes, les évaluations et les bilans seront au centre de nombreuses réunions pour faire la lumière sur la façon dont les pays respectent leurs obligations. A travers des rapports, des dialogues et des manifestations de grande envergure, il y aura de nouvelles informations sur l'état de notre planète et sur les efforts fournis pour la sauver.

Figure 4. Un échantillon de l'année à venir, 2023



Source : Calculs de l'auteur.

La transparence et la prise de conscience globale de l'action – ou de l'inaction – sont généralement la manière dont les traités multilatéraux sont appliqués. Les accords environnementaux disposent de mécanismes pour évaluer les progrès accomplis, dans l'espoir d'inciter à de nouvelles actions. En 2023, les progrès en matière d'action sur le climat, sur les produits chimiques et sur les Objectifs de développement durable (ODD) seront à l'honneur. Une caractéristique essentielle de ces évaluations sera l'effort d'identification des enseignements tirés et des leviers retenus pour inspirer de nouvelles actions.

2023 marquera le milieu du programme de 15 ans du Programme de développement durable à l'horizon 2030. En septembre, les chefs d'État et de gouvernement se réuniront pour le sommet des ODD. Comme lors [du dernier Sommet](#), ils recevront très probablement des évaluations qui donnent à réfléchir sur l'état de la mise en œuvre du Programme. Le Rapport mondial sur le développement durable (RMDD) livrera bien des nouvelles. Ce rapport identifiera les points d'accès pour les transformations que le monde doit accomplir.

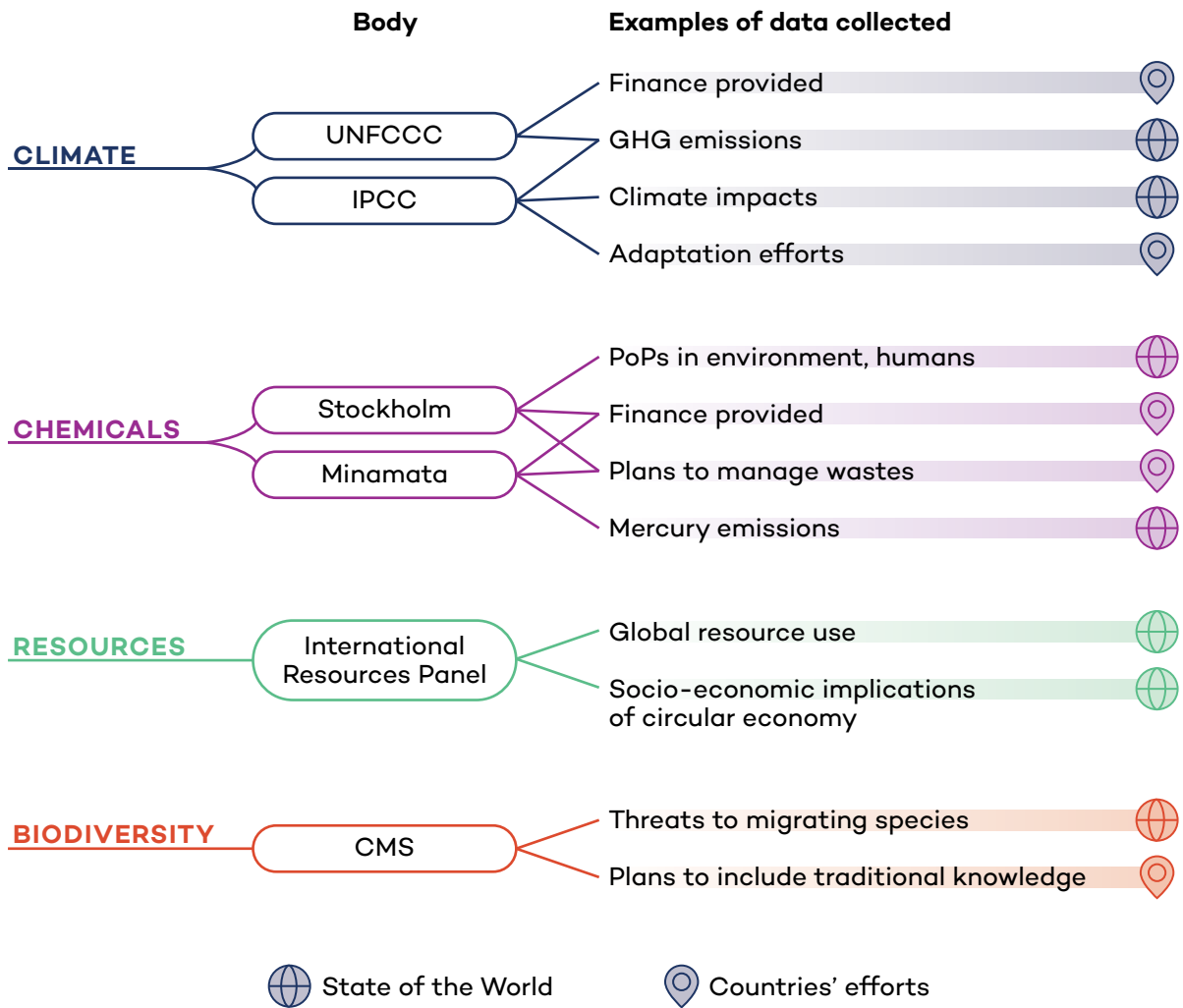
Pour catalyser l'action sur les ODD liés à l'eau, l'édition 2023 de la Conférence des Nations Unies sur l'eau tentera de sensibiliser et de créer des partenariats. C'est un événement unique dans une génération. Attendez-vous à de nouveaux engagements en abondance.

Le premier Bilan mondial dans le cadre de l'Accord de Paris se conclura lors de la réunion sur le climat aux Émirats arabes unis. La phase technique de l'inventaire a utilisé des techniques innovantes pour recueillir des contributions tout au long de 2022. Cette première phase se terminera en juin en transmettant les conclusions au stade politique. Le rapport de synthèse du sixième cycle d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) sera disponible pour éclairer le Bilan mondial au cours de sa dernière année cruciale. En 2023, les dirigeants recevront une mine d'informations sur l'état du monde et sur leurs efforts collectifs (voir le Figure 5).

D'autres organes conventionnels procéderont à leurs évaluations. La Convention sur les espèces migratrices entreprendra des évaluations à la fin du Plan stratégique 2015-2023 pour les espèces migratrices. Le plan fixe une série d'objectifs. Sous-jacent à ces derniers, il y avait l'espoir qu'une approche stratégique pourrait apporter [une attention politique accrue](#) à la protection des espèces migratrices. En 2023, les pays pourraient également se demander si ce but moins explicite a été atteint.

La Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POP) entreprendra un examen de l'efficacité. Elle servira d'évaluation de la capacité de la Convention à protéger la santé humaine et l'environnement contre les POP. Le rapport comprendra des données sur une série de problèmes, allant des émissions non

Figure 5. (Une partie de) ce que nous apprendrons en 2023



Source : Calculs de l'auteur.

intentionnelles de POP aux stocks et déchets de POP. Nous saurons surtout si les niveaux de POP dans l'environnement diminuent.

La Convention de Minamata sur le mercure a un exercice similaire qui débutera en 2023. Ce sera la première évaluation de l'efficacité de la Convention. Tout au long de l'année, un Groupe scientifique à composition non limitée déterminera la façon de mesurer avec précision les réductions de mercure dans l'environnement - l'effet réel de la Convention. En 2023, nous en apprendrons davantage sur la charge chimique que notre planète - et notre corps- portent.

Négocier quelque chose de nouveau

Les négociations d'un [nouveau Panel science-politique pour les produits chimiques](#) commenceront sérieusement en 2023. Il est en cours de négociation dans l'espoir qu'il se tiendra aux côtés du GIEC et de l'IPBES, attirant l'attention du public et des politiques sur les produits chimiques. La production et l'utilisation de produits chimiques continuent de croître de façon exponentielle. Ce panel pourrait fournir des alertes précoces sur les menaces pour la santé humaine et pour l'environnement. Mais d'abord, les délégués

doivent négocier le processus d'une telle fonction « d'analyse de l'horizon ».

Ce panel se joint aux négociations en cours pour établir de nouvelles règles mondiales pour une série de questions (voir le Figure 5). Les plastiques retiendront probablement le plus l'attention. Compte tenu de l'omniprésence des plastiques - les nombreux types et les utilisations presque infinies - l'objectif de conclure les négociations d'ici 2024 est ambitieux. Certaines des questions clés peuvent être centrées sur la fermeture du robinet : comment réduire la production de plastique et s'il faut tenir compte des produits chimiques ajoutés aux plastiques. Les positions des pays deviendront plus apparentes en 2023. Ensuite, le travail ardu de rapprochement de ces positions commencera.

Ces nouvelles négociations rejoindront la poursuite des pourparlers qui n'ont pas encore franchi la ligne d'arrivée. Pour la biodiversité en haute mer (ou, des zones au-delà de la juridiction nationale, ou BADJN), il y a de réels espoirs de réussite.

Les négociations sur un cadre post-2020 pour la [gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets](#) sont au stade « d'avant projet ». Certains éléments du futur instrument émergent, que beaucoup espèrent adopter en 2023.

À côté de ces accords entièrement nouveaux, attendez-vous à voir beaucoup de discussions sur le financement. Sans ce dernier, les pays en développement auront du mal à respecter

leurs obligations. À son tour, l'environnement que nous partageons tous reste en crise. Le financement de la biodiversité progresse rapidement, en particulier au sein du Fonds pour l'environnement mondial, l'un des principaux organes de financement de nombreux accords environnementaux. De plus, il y aura les recommandations sur une nouvelle facilité de financement des pertes et dommages examinées en décembre lors de la conférence sur le climat.

2023 : Optimisme ou peur ?

Nous pourrions quitter 2023 avec un sentiment d'immobilisme. Toutes les évaluations de performances pourraient rendre la lecture déprimante. Les efforts des pays risquent d'échouer. Les tensions géopolitiques qui se sont infiltrées dans les négociations environnementales en 2022 pourraient s'ajouter aux défis auxquels seront confrontées les parties prenantes au cours de l'année à venir.

Mais 2023 pourrait apporter de la clarté et peut-être même de l'espoir. Nous saurons encore plus clairement où se situent les lacunes et nous pourrions nous concentrer sur l'amélioration de la mise en œuvre. Comme le dit l'adage, "la lumière du soleil est le meilleur désinfectant". D'ici la fin de l'année, les parties prenantes devraient avoir accès à de nouvelles informations critiques qui peuvent guider la planification stratégique et l'action immédiate. Nous serons à l'affût de signaux forts indiquant que les pays utiliseront ces informations pour redoubler d'efforts sur tous les fronts.

